



COURTÈS

La politique en volume

LA CHRONIQUE DE PHILIPPE ALEXANDRE

Quand les journalistes se lâchent

Les règles étant faites pour être violées, celles qui régissent les rapports entre les hommes politiques et les journalistes ne tiennent pas longtemps. Après un délai de décence, les seconds livrent au public les confidences qu'ils avaient recueillies de la bouche des premiers, « off the record », sous le sceau du secret. *Off* : c'est le titre de l'ouvrage de Nicolas Domenach et Maurice Szafran, avec cette précision utile : « Ce que Nicolas Sarkozy n'aurait jamais dû nous dire. » Honnêtement, ils auraient pu ajouter : « Ce que nous nous étions engagés à ne jamais raconter. » Mais on sait que cette pratique du « off » est une pure fiction : quand un homme politique murmure à l'oreille d'un journaliste, ce n'est pas pour que sa phrase tombe dans l'armoire aux secrets.

Le Président en exercice occupe une telle place dans les médias, les livres, les conversations de café du Commerce ou de dîner en ville qu'il n'y a pas le moindre de ses mots dont les Français n'aient eu un jour ou l'autre connaissance. L'ouvrage des deux journalistes, en nous restituant le verbe sarkozien à l'état brut, offre un portrait cru et parfois burlesque de l'homme qui nous gouverne : sûr de lui et dominateur, évidemment, mais aussi hâbleur, menteur, rancunier, présomptueux, égocentrique. Bref, en rupture totale, comme il l'avait promis, avec tous ses prédécesseurs. Nos deux auteurs rapportent, avec une délectation masochiste, les algarades qu'ils ont essayées de la part de Sarkozy. Comme ce jour où Martin Bouygues les convoque pour une réconciliation : « Ils sont bien, tes copains, Martin... Ils font les gentils mais ce sont des beaux enculés, oui... C'est ça, la presse fasciste d'avant-guerre. » L'un des journalistes se flatte d'avoir répliqué : « Tu me casses les couilles. Je m'en vais ! »

L'argent est une obsession du Président. Recevant Domenach et Szafran, un jour à l'Élysée : « Quand Chirac était là, vous ne l'interrogiez jamais sur l'argent et son rapport à l'argent. Hein ? Hein ? Et pourtant il s'en foutait plein les poches, le Chirac. Alors, les belles âmes, elles étaient où ? » Un peu radouci, il ajoute : « Un jour, quand je me retirai de la politique, je deviendrai riche. C'est normal, c'est la vie. » Ce livre, écrit avec une belle vivacité, procure une légère nausée. Mais sans doute est-ce le but visé par les auteurs.

Journaliste aussi, comme il est du moins précisé sur la couverture de son livre, Agnès Verdier-Molinié dirige une de ces boîtes à idées (*think tank*) qui prospèrent sur le dos des partis politiques. Sa spécialité : la chasse aux mam-mouaths, aux fonctionnaires. Son ouvrage est moins pit-

toresque que le précédent mais rassemble tous les chiffres, tous les rapports, tous les arguments possibles pour dénoncer le « grand sabotage » de l'État par ses salariés. A quelques mois d'élections capitales, il est probable qu'aucun politique, pas même Marine Le Pen devenue chante du service public, ne voudra reprendre à son compte cet appel à la mobilisation contre la fonction publique. Toutes les vérités énoncées ici ne sont pas bonnes à dire. Exemples : la France est le seul pays occidental à avoir, au cœur de la crise, augmenté les salaires des fonctionnaires pour un peu plus d'un milliard. Toutes fonctions publiques confondues, les dépenses de personnel atteignent près de la moitié du budget de l'État. En matière de grèves, notre pays est champion : 1 800 000 journées non travaillées par an, contre 1 million en Italie et un demi-million en Grande-Bretagne. La fameuse règle annoncée du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est pas appliquée depuis son entrée en vigueur. On apprend encore qu'un directeur de cabinet ministériel gagne de 11 000 à 15 000 euros par mois, c'est-à-dire plus que son ministre, et que 137 000 fonctionnaires bénéficient d'un logement de fonction, dont 127 000 à titre gracieux.

Voilà une lecture qui n'incite pas forcément à dresser des barricades (Agnès Verdier-Molinié appelle à une nuit du 4 Août) mais suscite chez le lecteur non fonctionnaire de l'envie, voire de l'aigreur.

Avant de prendre la direction du *Monde*, Erik Izraelewicz a profité de ses derniers jours de liberté pour s'attaquer à un autre monstre, qu'il appelle « le Dragon » : la Chine. Là encore, les chiffres sont ébouriffants et il faut à l'auteur une page entière (p. 140) pour énumérer tous les records chinois. Ainsi s'expliquent l'arrogance et la fièvre nationaliste chinoises. Mais l'auteur assure que cette croissance, propre à faire rêver et à épouvanter l'Europe, ne durera pas. « La Chine sait, écrit-il, que, comme sa population, son modèle de croissance vieillit, qu'il va lui falloir en changer. Peut-elle changer son régime de croissance sans toucher à son système politique ? C'est la source de son angoisse. »

Deng Xiaoping recommandait à son pays de « garder la tête froide et de conserver un profil bas ». La Chine va-t-elle revenir à la modestie ? Et rassurer l'Occident ? Hélas ! L'auteur avertit que ce n'est peut-être pas pour demain.

★★ *Off* par Nicolas Domenach et Maurice Szafran, 270 p., Fayard, 18 €

★ *Les fonctionnaires contre l'Etat* par Agnès Verdier-Molinié, 200 p., Albin Michel, 17 €

★★ *L'arrogance chinoise* par Erik Izraelewicz, 250 p., Grasset, 18 €